



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
les services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA unité interdépartementale Vaucluse Arles
84905 Avignon Cedex 9

Avignon, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELORME SAS

375 Allée du Lubéron
ZA Prato III
84210 Pernes-Les-Fontaines

Références : D-0117-2026
Code AIOT : 0006401244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement DELORME SAS implanté lieu-dit Bois Feuillet 84100 Orange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELORME SAS
- lieu-dit Bois Feuillet 84100 Orange
- Code AIOT : 0006401244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Delorme SAS, dont le siège social est situé 375, allée du Luberon - ZA Prato III -84210 PERNES LES FONTAINES, est autorisée à exploiter une carrière sur la commune d'Orange, au lieu-dit « Bois Feuillet ». Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2024, pour une durée de 25 ans et un tonnage moyen annuel de 50 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
6	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	CLÔTURES ET BARRIÈRES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	Sans objet
5	EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	Sans objet
7	RÉTENTIONS	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	calendrier défrichement	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 8.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 2 non-conformités au cours de cette visite, relatives au suivi des concentrations en poussières et des eaux souterraines. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CLÔTURES ET BARRIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, CLÔTURES ET BARRIÈRES
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de prévenir l'accès de tiers aux zones et activités dangereuses présentes dans l'établissement, le périmètre d'autorisation est ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire. Cette clôture est renforcée par la fixation robuste sur celui-ci, à intervalles réguliers, de panneaux avertisseurs de danger et d'accès interdit, tournés vers l'extérieur du périmètre d'autorisation.</p> <p>Le nombre des parties ouvrantes dans cette clôture est tenu au strict minimum nécessaire aux besoins de l'exploitation des installations et activités réglementées par le présent arrêté ainsi qu'à l'accueil des flux de poids lourds venant sur site.</p> <p>L'exploitant met en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Cette signalisation indique notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement, • les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre, • la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.

Constats :

Constat le 16/10/2025 : le jour de l'inspection, il a été constaté que la signalisation verticale a été complétée, afin de présenter les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre.

Concernant la clôture, elle reste à finaliser à l'Est et à l'extrême nord est du site, au niveau duquel les travaux de décapage était en cours. L'exploitant précise que la clôture sera remise en place dans les prochains jours, dès finalisation des opérations de décapage. L'exploitant a présenté également le registre de suivi des clôtures mis en place (vu contrôles du 18/11/2024 et 01/07/2025).

L'exploitant doit, sous 15 jours, repositionner la clôture au nord Est du site.

Constat le 16/02/2026: le jour de l'inspection, la présence continue de la clôture a été constatée au nord et à l'est de la carrière (au sud de la parcelle 1310 et à l'est des parcelles 945 et 946). Des photographies de la clôture prises le jour de la visite sont jointes en annexe à la présente. Cette clôture est constituée soit de poteaux et de 3 fils, soit de poteaux et de grillages. Les dangers liés à la présence de la carrière sont également signalés par des panneaux réguliers.

La clôture en place constitue un barrage net dont le franchissement nécessite un effort et constitue un acte délibéré.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, LOCALISATION DES POINTS DE REJET ET CARACTÉRISTIQUES

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

[tableau]

L'entretien courant des engins et du matériel de traitement est effectué à l'extérieur, sur un autre site de la société Delorme. Aucune cuve de stockage de carburant n'est présente sur la carrière (hormis les réservoirs des engins nécessaires à l'exploitation).

<p>Les eaux pluviales sont drainées vers les deux bassins d'orage, localisés à l'Est et au Sud Est du site.</p> <p>Aucun rejet dans les eaux superficielles n'est réalisé. Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
<p>Constats :</p> <p>Constat le 16/10/2025 : le jour de l'inspection, il a été constaté la suppression des deux cuves. L'exploitant a présenté la facture du 30/06/2025, relative à l'intervention de la société spécialisée ayant effectué le pompage et le nettoyage des 2 cuves le 17/06/2025. Il a été constaté également la mise en place d'une aire étanche pour le stationnement des engins, reliée à un séparateur à hydrocarbures de capacité 330 litres. Toutefois, les caniveaux de collecte entourant l'aire étanche n'ont pas encore été posés. L'exploitant doit, sous 1 mois, finaliser les travaux d'aménagement de l'aire de stationnement des engins.</p> <p>Constat le 16/02/2026: le jour de l'inspection, la présence du caniveau de collecte entourant l'aire étanche a été constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure • date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En particulier, l'exploitant dispose d'un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la</p>

<p>somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du volume des matières stockées ; • du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; • du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; • du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées au paragraphe 4.4.3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat le 16/10/2025 : l'exploitant a réalisé une dalle béton sous l'installation de traitement de matériaux. Les eaux ruisselant sur l'aire sont dirigées vers une cuve de capacité 10 000 litres, après relèvement d'une vanne martelière située à proximité immédiate de l'installation.</p> <p>Par courriel du 29/10/2025, l'exploitant a transmis l'avis du SDIS 84 se prononçant sur le caractère suffisant du dispositif de rétention des eaux, en cas de sinistre survenant au niveau de cette installation.</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois, améliorer la signalisation de la vanne martelière, afin qu'elle soit clairement identifiée en cas de sinistre.</p> <p>Constat le 16/02/2026: le jour de l'inspection, la signalisation de la vanne martelière a été constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

<p>N° 4 : MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM 10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM 10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de contrôler l'efficacité des mesures d'abattement de poussières mises en place, l'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches et des établissements sensibles (centre aéré, lycée agricole).</p> <p>Ces mesures de particules fines sont réalisées dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation :</p> <p>lorsque les conditions météorologiques sont favorables aux émissions de poussières (temps sec et jour avec vent dominant) ;</p>

•lors des activités de la carrière émettrices de poussières (décapage, extraction à sec, circulation externe et interne...).

Une mesure devra être réalisée sur un point non exposé pour pouvoir comparer avec la valeur du bruit de fond. L'exploitant veille à ne pas faire de mesures au niveau de points sous l'influence d'autres émetteurs importants de poussières.

La valeur mesurée est comparée soit à la valeur limite réglementaire pour les PM10 en France (40 g /m³), soit à la valeur guide sanitaire de l'OMS (15 g/m³ en moyenne annuelle). Dans le cas où ces valeurs ne seraient pas respectées, des mesures complémentaires devront être proposées par l'exploitant. Le résultat de cette campagne sont transmis à l'agence régionale de santé et à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation, accompagnées du descriptif des mesures complémentaires d'abattement des poussières éventuellement nécessaires.

Constats :

Constat le 16/10/2025 : par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis la copie de la commande passée auprès de la société PRONETEC, afin de réaliser la campagne de mesures des PM10 en mai 2025.

En séance, il présente le rapport du 25/07/2025 relatif à la campagne du 30 avril au 12 juin 2025. Ce rapport mentionne les résultats suivants : [cf tableau en annexe]

L'inspection prend acte de la réalisation de la campagne de mesure. Les résultats feront l'objet d'une analyse ultérieure conjointement avec les services de l'ARS. Cette analyse pourra donner lieu à des demandes de compléments. En tout état de cause, l'exploitant doit, conformément aux dispositions de l'article 3.3.6 de son arrêté, mettre en place des mesures complémentaires afin d'améliorer la lutte contre les émissions de poussières au sud de la carrière. La description des mesures retenues doit être communiquée sous 1 mois à l'inspection des installations classées et ces mesures mises en place sous le même délai.

Constat le 16/02/2026 : par courrier du 24 décembre 2025, la DREAL a indiqué à l'exploitant, à la suite de l'analyse du rapport précité conjointement avec les services de l'ARS que :

- la campagne de mesure réalisée ne répond pas aux dispositions de l'arrêté d'autorisation. En outre, la demande portait sur l'impact sanitaire des poussières PM10 au droit des habitations et établissements recevant du public les plus exposés, comme le centre aéré le bois feuillet ; or, la localisation des points de mesure en limite de périmètre autorisé ne permet pas de faire cette analyse ;
- il convient de transmettre, sous 1 mois, un nouveau protocole et des actions complémentaires visant à réduire les émissions de poussières.

Par courrier du 22 janvier 2026, l'exploitant a mentionné n'avoir pris connaissance du courrier DREAL du 24 décembre 2025 que le 15 janvier 2026 et s'est engagé à transmettre un nouveau protocole.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué travailler à l'élaboration d'un nouveau protocole de suivi ; toutefois, il n'a pas été en mesure de présenter de nouveau document. Il signale que les points de mesures utilisés lors de la campagne effectuée en 2025 sont défavorables, car situés en limite de site et non à proximité des établissements sensibles plus éloignés des sources d'émissions de poussières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 15 jours, transmettre à la DREAL et l'ARS un nouveau protocole de suivi des concentrations en PM10, répondant aux dispositions de son arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure • date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de 3 piézomètres et 1 forage. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Ce plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue sont remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat le 16/10/2025 : par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis le rapport Fondasol n° PR.DTHY.24.0250.001.0 - 28/02/2025 relatif à la réalisation des deux piézomètres le 20/02/2025, d'une profondeur de douze mètres. Les nouveaux ouvrages ont été créés dans les secteurs prévus dans l'étude d'impact jointe au dernier dossier de demande d'autorisation environnementale. L'inspection a pu constater la présence des deux nouveaux ouvrages le 16/10/2025, ainsi que l'enlèvement des matériaux autour du piézomètre existant. Les nouveaux ouvrages sont protégés par des blocs béton et les trois piézomètres sont fermés par des capots de protection. Toutefois, les 3 piézomètres ne dispose pas de margelle de 3 m2 au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003. L'exploitant doit, sous 2 mois, mettre en place les margelles réglementaires autour des 3 piézomètres, ainsi qu'un dispositif de protection autour du piézomètre historique afin qu'il soit protégé des stocks de matériaux à proximité.</p> <p>Constat le 16/02/2026 : le jour de l'inspection, la présence des margelles autour des 3 piézomètres, ainsi que d'un dispositif de protection autour du piézomètre historique a été constatée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres et fréquences suivants :

tableau

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

Constats :

Constat le 16/10/2025 : par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a transmis le tableau des relevés des hauteurs d'eau effectués sur les 3 piézomètres entre février et avril 2025.

La société Delorme présente en séance le rapport pronetec du 01/09/2025, relatif au suivi des eaux souterraines effectué le 7 juillet 2025. L'inspection relève que ce rapport ne comporte pas de :

- suivi de hauteur d'eau sur le forage ;
- contrôle des teneurs en métaux, DCO, DBO
- contrôle de la qualité des eaux sur les 3 piézomètres, mais uniquement sur le forage ;
- carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe

L'exploitant doit, dès la prochaine campagne de suivi des eaux souterraines programmée en décembre :

- effectuer le suivi de la qualité des eaux sur le forage et les 3 piézomètres, pour l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.5.3.3 de son arrêté;
- produire une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe.

<p>Constat le 16/02/2026: le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de la société Pronetec du 14 janvier 2026, relatif aux mesures effectuées le 17 décembre 2025.</p> <p>Le rapport ne fait pas état de pollution des eaux souterraines, en lien avec l'activité de la carrière. Toutefois, le rapport mentionne que le prélèvement a été effectué par du personnel de la société Delorme, qui ne dispose pas de l'accréditation selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 de décembre 2017, tel qu'imposé par l'arrêté ministériel du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.</p> <p>Le suivi des niveaux piézométriques n'est également pas mentionné et, de ce fait, la carte indiquant les niveaux iso-pièzes n'a pas été produite</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, dès la prochaine campagne de suivi des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faire réaliser le prélèvement par un organisme disposant de l'accréditation selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 ; • mentionner les relevés des niveaux piézométriques et produire la carte indiquant les niveaux iso-pièzes.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 7 : RÉTENTIONS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 7.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, RÉTENTIONS</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des

fûts ; •dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; •dans tous les cas, 1000 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres.
Constats : Constat le 16/10/2025 : l'inspection a constaté que les fûts et de bidons d'hydrocarbures sont stockés sur rétentions. Toutefois, des bidons d'huile de décoffrage ne sont pas sur rétention. L'exploitant doit, sous 1 mois, justifier de l'absence de risque pour l'environnement lié à un écoulement d'huile de décoffrage, sur la base de la FDS des produits employés. Constat le 16/02/2026: le jour de l'inspection, l'ensemble des produits utilisés étaient sur rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : calendrier défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 8.2.2
Thème(s) : Autre, calendrier défrichement
Prescription contrôlée : L'autorisation est subordonnée au respect de l'échéancier prévisionnel suivant. Le défrichement s'effectuera en 2 campagnes : a) Phase quinquennale 1 : Surface à défricher de 0ha 97a 00ca ; b) Phase quinquennale 2 (T + 5 ans) : Surface à défricher de 2ha 50a 00ca Les plans de phasage du défrichement, extraits du dossier de demande, sont annexés (annexe 7) au présent arrêté.
Constats : Les constats suivants ont été réalisés conjointement par les services de la DDT84 et de la DREAL. L'arrêté préfectoral du 15 mai 2024 comprend l'autorisation de défrichement au titre du Code forestier (article 8.2). Celle-ci est accompagnée de prescriptions pour la réalisation du défrichement. Il est demandé de respecter un phasage, découpant la surface à défricher en 2 parties sur 2 périodes : - partie 1 : défrichement de 0,97 ha, dans les 5 premières années. - partie 2 : défrichement de 2,50 ha, pour la période suivante. A noter que l'arrêté préfectoral d'autorisation comporte une erreur matérielle, les deux surfaces ayant été inversées. En effet, dans la demande initiale, la surface prévue en défrichement pour la première période était de 2ha50. Le jour de l'inspection, il est constaté que la société DELORME a réalisé des travaux de défrichement sur la parcelle N-1311, dans la zone autorisée par l'arrêté préfectoral. Sur la surface défrichée, l'ensemble des arbres ont été coupés et retirés, les souches ont été enlevées et le sol raboté (ces éléments sont constitutifs d'un défrichement). Concernant l'emprise de la zone défrichée, nous remarquons que : - la surface défrichée correspond à la première partie du plan de phasage du défrichement de l'arrêté préfectoral ;

- la surface en hectare ne correspond pas à la surface annoncée par l'arrêté (2,50 ha défriché au lieu de 0,97 ha), à cause d'une inversion des surfaces des deux phases (cf ci-avant).
- la surface correspondant à la deuxième partie du phasage n'a pas été défrichée, la société DELORME a donc respecté les prescriptions de l'arrêté relatives au phasage du défrichement ;
- cette même surface a servi de stockage temporaire des rémanents issus du défrichement, ces derniers ont été broyés. Le stockage et le broyage des rémanents, couplés au passage d'engins de débardage et de broyage ont conduit à éclaircir la strate arbustive sur une partie de cette surface encore forestière, sans remettre en question l'état boisé de la zone. Ainsi, aucun défrichement n'a été initié sur cette partie, seul un débroussaillage partiel est constaté.
→ Le plan de phasage du défrichement, à la date du 16 février 2026, a bien été respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il n'est pas relevé d'infraction au titre de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral à la date du 16 février 2026. La société DELORME devra continuer de suivre le plan de phasage prescrit pour le défrichement, à savoir notamment le respect de la période de 5 ans avant la réalisation de la partie 2 du défrichement.

Type de suites proposées : Sans suite